

Pour un arrêt immédiat de l'accaparement de terres !!

Disons NON aux principes promus par la Banque mondiale en vue d'investissements « responsables » de la part des entreprises agro-alimentaires!

En réponse à la nouvelle vague d'accaparements de terres, par laquelle des états et des investisseurs privés, de Citadel Capital à Goldman Sachs, louent ou achètent des dizaines de millions d'hectares de bonnes terres agricoles en Asie, Afrique et Amérique Latine pour produire de la nourriture ou des agrocombustibles, la Banque mondiale (BM) est en train de promouvoir un ensemble de sept principes afin d'assurer le succès de ces investissements. La FAO, le FIDA et la CNUCED ont accepté de rejoindre la BM pour, ensemble, faire avancer ces principes.[1] Leur point de départ est que la course actuelle du secteur privé pour l'acquisition de terres agricoles est risquée. La BM vient tout juste de finaliser une étude montrant l'importance de cette tendance qui vise principalement le transfert à des investisseurs étrangers de droits sur des terres agricoles des pays en développement. La BM semble convaincue que tout flux de capital privé visant à l'expansion de l'agrobusiness transnational là où il n'a pas encore pénétré est bon et doit pouvoir avancer afin que le secteur industriel puisse retirer plus de richesses du milieu rural. Comme ces investissements sont liés à une privatisation massive et un transfert de droits sur la terre, la BM veut mettre en application un certain nombre de critères afin de réduire les risques d'explosions sociales : « respect » des droits des utilisateurs actuels de la terre, de l'eau et d'autres ressources (en les indemnisant), protection et amélioration des conditions de vie au niveau des familles et des communautés (en fournissant des emplois et des services sociaux), et respect de l'environnement. Ce sont les idées centrales qui se cachent derrière les sept principes de la BM pour permettre un accaparement de terres « socialement acceptable ».

Ces principes n'atteindront pas leurs objectifs annoncés. Ces principes sont plutôt un écran de fumée pour tenter de légitimer l'acquisition de terres à grande échelle. Faciliter le contrôle à long terme par des acteurs étrangers sur des terres agricoles appartenant à des communautés rurales est totalement inacceptable, quels que soient les principes suivis. Les principes de la BM, qui seraient totalement volontaires, visent à détourner notre attention du fait que la crise alimentaire actuelle, marquée par un milliard de personnes en manque de nourriture, ne sera pas résolue par l'agriculture industrielle à grande échelle, ce que toutes ces acquisitions foncières cherchent à promouvoir.

L'accaparement de terres a commencé à s'intensifier dans de nombreux pays déjà au cours des dix ou quinze dernières années, avec l'adoption de politiques de dérégulation, d'accords commerciaux et d'investissements, et des réformes de gouvernance tournées vers le marché. Les récentes crises alimentaire et financière ont fourni le prétexte à cette vague d'accaparement de terres par les gouvernements et les investisseurs financiers pour essayer de garantir la capacité de production agricole et les futurs stocks alimentaires, ainsi que des actifs qui, à coup sûr, leur fourniront de grands dividendes. Les gouvernements riches cherchent à louer des terres agricoles pour de longues périodes afin de nourrir leurs populations et leurs industries. Parallèlement, les firmes sont à la recherche de concessions de longue durée pour y établir des plantations où elles produiront des agrocarburants, du caoutchouc, de l'huile, etc. On observe la même tendance dans les régions côtières où la terre, les ressources marines et hydriques sont vendues, louées ou cédées à des promoteurs de tourisme et aux élites locales au détriment des pêcheurs artisans et des communautés locales. D'une manière ou d'une

autre, les terres agricoles et les forêts sont soustraites au contrôle des petits producteurs – femmes et hommes –, des pêcheurs et des éleveurs à des fins commerciales, ce qui conduit à leur déplacement, à la faim et à la pauvreté.

Avec cet actuel accaparement de terres agricoles à grande échelle, le paradigme de la mondialisation a franchi une nouvelle étape qui sapera l'autodétermination des peuples et leur souveraineté alimentaire. La BM voit la terre et les droits à la terre comme un atout crucial pour les entreprises à la recherche de gros dividendes sur leurs capitaux. Pour eux la terre n'est pas seulement la base pour produire de la nourriture et des matières premières nécessaires aux nouvelles formes d'énergie, c'est aussi la pierre angulaire pour exploiter les réserves d'eau.

Il est donc plus important que jamais de protéger ses ressources de la convoitise des entreprises et des états, afin de les laisser à ceux qui en ont besoin pour se nourrir eux-mêmes et nourrir les autres de manière durable, et leur permettre de continuer à exister en tant que communautés et sociétés.

L'accaparement de terres à grande échelle – même quand il n'est pas accompagné d'expulsions forcées – prive les communautés locales de terre, détruit des modes de vie, donne moins de place aux politiques agricoles orientées vers les paysans/paysannes, et entraîne une distorsion des marchés en favorisant la concentration toujours plus grande de l'agrobusiness et du commerce global, plutôt que de promouvoir une agriculture paysanne durable, tournée vers les marchés locaux et nationaux et les générations futures. Cela accélérera aussi la destruction des écosystèmes et la crise climatique. Promouvoir ou permettre l'accaparement de terres à grande échelle est une violation du Pacte international relatif aux Droits économiques sociaux et culturels. C'est en contradiction avec la Convention des Nations Unies sur les droits des peuples indigènes. L'accaparement de terres à grande échelle ignore les principes adoptés par la Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural (CIRADR) en 2006 et les recommandations faites par l'Évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles au service du développement (IAASTD en anglais).

L'accaparement de terres à grande échelle doit cesser immédiatement. Les principes de la BM essaient de faire croire que les accaparements de terre peuvent ne pas avoir de conséquences désastreuses. Les organisations paysannes et des peuples indigènes, les mouvements sociaux et des groupes de la société civile reconnaissent largement que ce qu'il faut plutôt, c'est :

1. maintenir la terre entre les mains des communautés locales et mettre en œuvre une véritable réforme agraire afin d'assurer un accès équitable à la terre et aux ressources naturelles;
2. soutenir fortement l'agriculture paysanne agroécologique, la pêche et l'élevage à petite échelle, des programmes de recherche agronomique participative et des programmes de formation, afin que les petits producteurs puissent produire en abondance des aliments, de qualité pour tous et toutes;
3. changer en profondeur les politiques agricoles et commerciales en vue d'adopter la souveraineté alimentaire et soutenir les marchés locaux et régionaux auxquels les gens puissent accéder pour en tirer profit;
4. promouvoir des systèmes agricoles et alimentaires basés sur le contrôle par les communautés de ressources telles que la terre, l'eau et la biodiversité. Mettre en œuvre des régulations strictes et obligatoires qui limitent l'accès des entreprises et

autres acteurs publics et privés aux terres agricoles, aux zones côtières et humides, aux pâturages et aux forêts.

Aucun principe au monde ne peut justifier l'accaparement de terres !

La Vía Campesina – FIAN – Land Research Action Network – GRAIN

le 22 avril 2010

Déclaration co-sponsorisée par :

Afrique

African Biodiversity Network (ABN)

Anywaa Survival Organisation, Ethiopia

Association Centre Ecologique Albert Schweitzer (CEAS BURKINA), Burkina Faso

Coordination Nationale des Usagers des Ressources Naturelles du Bassin du Niger au Mali, Mali

CNCR (Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux), Sénégal

Collectif pour la Défense des Terres Malgaches TANY, Madagascar

Confédération Paysanne du Congo, Congo RDC

COPAGEN (Coalition pour la protection du patrimoine génétique africaine)

East African Farmers Federation (EAFF)

Eastern and Southern Africa Small Scale Farmers' Forum (ESAFF)

Economic Justice Network of FOCCISA, Southern Africa

Food Security, Policy and Advocacy Network (FoodSPAN), Ghana

FORA/DESC, Niger

Ghana Civil Society Coalition on Land (CICOL), Ghana

Haki Ardhi, Tanzania

Inades-Formation

IPACC (Indigenous People of Africa Co-ordinating Committee)

London International Oromo Workshop Group, Ethiopia

ROPPA (Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs de l'Afrique de l'Ouest)

Synergie Paysanne, Bénin

Asie

Aliansi Gerakan Reforma Agraria (AGRA), Indonesia

All Nepal Peasants' Association (ANPA), Nepal

Alternative Agriculture Network, Thailand

Alternate Forum for Research in Mindanao (AFRIM), Philippines

Andhra Pradesh Vyvasaya Vruthidarula Union (APVVU), India

Anti Debt Coalition (KAU), Indonesia

Aquila Ismail, Pakistan

Asian Human Rights Commission (AHRC)

Bantad Mountain Range Conservation Network, Thailand

Biothai (Thailand)

Bridges Across Borders Southeast Asia, Cambodia

Centre for Agrarian Reform, Empowerment and Transformation, Inc., Philippines

Centro Saka, Inc., Philippines

CIDSE, Lao PDR

Daulat Institute, Indonesia

Delhi Forum, India

Focus on the Global South, India, Thailand, Philippines
Foundation for Ecological Recovery/TERRA, Thailand
Four Regions Slum Network, Thailand
Friends of the Earth Indonesia (WALHI), Indonesia
HASATIL, Timor Leste
IMSE, India
Indian Social Action Forum (INSAF), India
Indonesian Fisher folk Union (SNI), Indonesia
Indonesian Human Rights Committee for Social Justice (IHCS), Indonesia
Indonesian Peasant' Union (SPI). Indonesia
International Collective in Support of Fishworkers (ICSF), India
Kelompok Studi dan Pengembangan Prakarsa Masyarakat/Study Group for the People
Initiative Development (KSPPM), Indonesia
KIARA-Fisheries Justice Coalition of Indonesia, Indonesia
Klongyong and Pichaipuben Land Cooperatives, Thailand
Land Reform Network of Thailand, Thailand
Lokoj Institute, Bangladesh
MARAG, India
Melanesian Indigenous Land Defense Alliance (MILDA)
My Village, Cambodia
National Fisheries Solidarity Movement (NAFSO), Sri Lanka
National Fishworkers Forum, India
National Forum of Forest Peoples and Forest Workers, India
Northeastern Land Reform Network, Thailand
Northern Peasant Federation, Thailand
NZNI, Mongolia
PARAGOS-Pilipinas, Philippines
Pastoral Peoples Movement, India
PCC, Mongolia
People's Coalition for the Rights to Water (KruHA), Indonesia
PERMATIL (Permaculture), Timor-Leste
Perween Rehman, Pakistan
Project for Ecological Awareness Building (EAB),Thailand
Roots for Equity, Pakistan
Sintesa Foundation, Indonesia
Social Action for Change, Cambodia
Solidarity Workshop, Bangladesh
Southern Farmer Federation, Thailand
Sustainable Agriculture Foundation, Thailand
The NGO Forum on Cambodia, Cambodia
Village Focus Cambodia, Cambodia
Village Focus International, Lao PDR
World Forum of Fisher Peoples (WFFP), Sri Lanka

Amérique latine

Asamblea de Afectados Ambientales, México
BIOS, Argentina
COECO-Ceiba (Amigos de la Tierra), Costa Rica
FIAN Comayagua, Honduras
Grupo Semillas, Colombia

Red de Biodiversidad de Costa Rica, Costa Rica
Red en Defensa del Maiz, México
REL-UITA
Sistema de la Investigación de la Problemática Agraria del Ecuador (SIPAE), Ecuador

Europe

Both Ends, Netherlands
CADTM, Belgium
Centre Tricontinental – CETRI, Belgium
CNCD-11.11.11, Belgium
Comité belgo-brasileiro, Belgium
Entraide et Fraternité, Belgium
FIAN Austria
FIAN Belgium
FIAN France
FIAN Netherlands
FIAN Norway
FIAN Sweden
FUGEA, Belgium
Guatemala Solidarität, Austria
SOS Faim – Agir avec le Sud, Belgium
The Slow Food Foundation for Biodiversity, Italy
The Transnational Institute (TNI), Netherlands
Uniterre, Switzerland

Amérique du Nord

Agricultural Missions, Inc. (AMI), USA
Columban Center for Advocacy and Outreach, USA
Cumberland Countians for Peace & Justice, USA
Grassroots International, USA
National Family Farm Coalition, USA
Network for Environmental & Economic Responsibility, United Church of Christ, USA
Pete Von Christierson, USA
PLANT (Partners for the Land & Agricultural Needs of Traditional Peoples), USA
Raj Patel, Visiting Scholar, Center for African Studies, University of California at Berkeley, USA
The Institute for Food and Development Policy (Food First), USA
Why Hunger, USA

International

FIAN International
Friends of the Earth International
GRAIN
La Vía Campesina
Land Research Action Network (LRAN)
World Alliance of Mobile Indigenous People (WAMIP)
World Rainforest Movement (WRM)

[1] Voir “Principles for Responsible Agricultural Investment that Respect Rights, Livelihoods and Resources”, disponible en anglais uniquement :

http://www.donorplatform.org/component/option,com_docman/task,doc_view/gid,1280. La FAO est l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la CNUCED est la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, et le FIDA est le Fonds international pour le développement agricole.